

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 09 janvier 2025

L'inflation aurait clôturé l'année 2024 à 4,21 % g.a. en décembre, poursuivant sa phase de décélération et enregistrant son plus bas niveau pour une fin d'année depuis 2020, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI).

LE CHIFFRE A RETENIR

4,21 %

Taux d'inflation en g.a. en
décembre 2024

En revanche, l'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont les plus volatils, aurait enregistré une hausse, après 22 mois de baisse consécutive, s'établissant à 3,65 % g.a. contre 3,58 % g.a. le mois précédent. En son sein, ce sont les prix des services qui ont enregistré la hausse la plus importante, avec un taux d'inflation s'élevant à 4,94 % g.a. L'inflation non sous-jacente a pour sa part considérablement ralenti en décembre, affichant un taux à 5,95 % g.a., contre 7,60 % g.a. le mois précédent.

L'inflation globale, qui enregistre son deuxième mois consécutif de décélération, reste toutefois au-dessus de la fourchette cible de la Banque du Mexique (Banxico) de 3 % +/- 1. Pour rappel, lors de la dernière décision de politique monétaire de l'année, le Conseil des Gouverneurs de Banxico a décidé à l'unanimité de réduire le taux directeur de 25 points de base, le portant à 10 %, et a ouvert la porte à de nouvelles réductions lors des prochaines réunions de l'année 2025.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Aux 100 jours de mandat de la Présidence Claudia Sheinbaum, cette dernière affiche un taux d'approbation de 78 % et 66 % de la population juge positivement sa gestion de l'économie, d'après une enquête du journal *El Financiero*. Le taux d'approbation de la présidente, qui s'établissait à 70 % et 69 % en novembre et décembre derniers respectivement, est en hausse. En outre, 36 % des personnes interrogées ont déclaré que le gouvernement était « meilleur que prévu », 42 % qu'il était « conforme aux attentes » et 16 % qu'il était « moins bon que prévu ». Les perceptions de la gestion de l'économie et de la gestion de la corruption se sont également améliorées, passant respectivement de 44 % et 21 % en octobre, à 56 % et 28 % en novembre pour atteindre 66 % et 30 % en décembre. Cependant, la perception de l'insécurité publique continue de croître, 68 % des personnes interrogées déclarant qu'il s'agit actuellement du principal problème du pays, soit le niveau le plus élevé de ces deux dernières années.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) débute l'année 2025 avec un montant historique de réserves internationales, ayant enregistré une hausse de 16 Mds USD au cours de l'année passée pour s'élever à 229 Mds USD à fin décembre. Environ 68 % de l'augmentation cumulée pendant l'année 2024, soit 11 Mds USD, résulte du rendement généré par la modification de l'évaluation des actifs de réserve. Les 5 Mds restants proviennent des comptes du gouvernement fédéral et de l'entreprise publique pétrolière Pemex. La dernière revue du Fonds monétaire international (FMI) au titre de l'article IV souligne que le Mexique dispose d'un niveau confortable de réserves internationales et que la *Flexible Credit Line* (FCL) du Fonds, d'un montant de 35 Mds USD, fournit une assurance supplémentaire en cas de chocs.

Après deux mois consécutifs de baisse, les envois de fonds (*remesas*) auraient enregistré une augmentation de 10,6 % g.a. en novembre 2024, pour un montant total de 5,4 Mds USD d'après Banxico. Ce montant représenterait le niveau le plus élevé jamais enregistré en un seul mois depuis le début des registres et la croissance à deux chiffres enregistrée en novembre serait la plus forte depuis novembre 2021. Le total des *remesas* perçus provient de 13,7 M de transactions (+7,6 % g.a.) avec un montant moyen de 397 USD (+2,8 % g.a.). Le montant cumulé des *remesas* au cours des onze premiers mois de 2024 s'est élevé à 59,5 Mds USD, ce qui représente une augmentation de 2,9 % en variation annuelle. Le pouvoir d'achat des *remesas* a en outre été soutenu par la dépréciation du peso pendant cette période. D'après les analystes, la croissance des envois de fonds observée en novembre est principalement liée

à la victoire de Donald Trump à la présidence américaine, ce dernier ayant promis de durcir les contrôles migratoires et de procéder à des déportations massives des travailleurs sans-papiers. Au vu des risques que représenteraient ces mesures pour les transferts d'argent des migrants à destination de leur pays d'origine, les *remesas* augmenteraient dans les mois précédant l'investiture de D. Trump. Les envois de fonds représentant environ 2,6 % du PIB mexicain en 2024, une baisse de 20 % par an pourrait affecter la croissance du PIB d'environ 0,5 point de pourcentage.

D'après l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), la croissance de l'emploi formel se serait affaiblie en 2024, enregistrant un taux de 1,0 %, soit le plus bas depuis 2020. Au cours de l'année, un total de 213 993 emplois formels a été créé, ce qui correspond au niveau le plus faible enregistré depuis 2009 hors pandémie. La création d'emplois, qui a été freinée par le ralentissement de l'activité économique en 2024, a été bien inférieure aux 355 000 emplois créés prévus par le consensus de marché et aux 480 000 prévus par la Banque centrale du Mexique (Banxico). La faible création d'emplois formels est également à mettre en lien avec le ralentissement des flux d'investissements directs étrangers en 2024, année d'incertitude électorale au Mexique et aux Etats-Unis. La modération de la croissance attendue en 2025 (1,3 % contre 1,5 % en 2024 d'après le FMI) continue d'exercer un risque baissier sur la création d'emplois.

Relation bilatérale Mexique - Etats-Unis

Moody's Analytics propose trois mécanismes de défense pour le Mexique face aux tarifs douaniers que pourraient imposer Donald Trump dès sa prise de fonction au 20 janvier (riposte tarifaire, dépréciation compétitive de la monnaie, réaction commerciale stratégique). Si l'arrivée au pouvoir de D. Trump se solde par l'imposition de droits de douane sur les exportations mexicaines, le Mexique dispose de différentes options pour répondre à de telles mesures, selon les analystes de Moody's Analytics. Ces derniers précisent toutefois, qu'en cas de riposte tarifaire ou de dépréciation compétitive de la monnaie, le conflit commercial pourrait s'aggraver, jusqu'à déclencher une guerre des droits de douane et des taux de change, alors qu'une stratégie commerciale bien exécutée pourrait limiter les impacts négatifs. La réaction commerciale stratégique préconisée ne serait pas nécessairement une réponse similaire à celle du voisin du Nord, mais consisterait plutôt en l'imposition de droits de douane sur une sélection de produits américains sensibles et coûteux. Le choix des produits visés par des droits de douane devra être effectué de manière à minimiser les dommages potentiels pour l'industrie locale dans la mesure où environ 75 % des importations mexicaines sont des biens intermédiaires, de sorte qu'une augmentation systématique des droits de douane risquerait d'augmenter le coût de production sur le sol mexicain. La

stratégie axée sur la dépréciation compétitive de la monnaie n'est estimée adaptée que dans le cas où D. Trump déciderait d'imposer des droits de douane de 5 à 10 %, car une dévaluation du peso mexicain par rapport au dollar permettrait alors d'en absorber le coût. Pour rappel, le risque d'une guerre commerciale entre le Mexique et les États-Unis survient dans un contexte d'augmentation des exportations mexicaines vers les États-Unis, qui ont atteint près de 467 Mds USD de janvier à novembre 2024 (+6,4 % g.a), et de la part du Mexique dans les importations totales américaines (15,7 % de janvier à octobre). Les deux pays ont en effet consolidé leurs places de premier partenaire commercial respectif au cours de l'année 2024.

Les États-Unis envisagent de désigner les cartels mexicains comme organisations terroristes. Lors d'une intervention le 5 janvier, Donald Trump, président élu des États-Unis, a réitéré son engagement à déclarer les cartels mexicains comme organisations terroristes étrangères (FTO, selon l'acronyme anglais). Cette mesure vise à intensifier la lutte contre le trafic de fentanyl, responsable de plus de 75 000 décès par overdose en 2023 aux États-Unis selon les centres de prévention et de lutte contre les maladies. D. Trump a annoncé que cette classification permettrait d'employer des outils juridiques et militaires supplémentaires, y compris des frappes ciblées et le gel des avoirs financiers des cartels à l'international. En réponse, la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a fermement rejeté toute intervention étrangère sur le sol mexicain, rappelant la souveraineté nationale et appelant à une coopération bilatérale respectueuse. Elle a également souligné la nécessité pour les États-Unis de prendre leur part de responsabilité, notamment en réduisant la demande de drogues synthétiques et en contrôlant le trafic d'armes, principal levier des cartels. Cette annonce intervient dans un contexte de tensions croissantes entre les deux pays. Les analystes avertissent que la désignation des cartels comme FTO pourrait compromettre la coopération bilatérale en matière de sécurité et affecter négativement les relations économiques, notamment dans des secteurs sensibles comme l'automobile et l'agriculture.

Le gouvernement mexicain a récemment révélé un rapport mettant en lumière l'ampleur du trafic de personnes à la frontière entre l'État de Chihuahua et le Texas, un commerce illégal générant des revenus annuels estimés à 100 M USD pour les organisations criminelles. Cette activité lucrative, qui a dépassé le trafic de drogues dans certaines régions, met en péril la sécurité humaine et économique des zones frontalières. Selon le rapport, les cartels exploitent la vulnérabilité des migrants, facturant des sommes variant entre 4 000 et 30 000 USD selon l'origine géographique des personnes et les services proposés. En parallèle, des pratiques d'extorsion et de kidnapping viennent gonfler les revenus de ces organisations, tandis que les migrants incapables de payer sont souvent exploités dans des réseaux de travail forcé ou d'exploitation sexuelle. Face à cette crise, les autorités mexicaines ont annoncé un plan de lutte visant à démanteler les réseaux de trafic. Ce plan inclut une coopération renforcée

entre les autorités des pays dont sont originaires les migrants, le suivi des flux financiers des organisations criminelles et un accroissement des ressources allouées aux enquêtes et poursuites judiciaires. Cette problématique souligne également l'urgence d'intensifier les efforts en matière de sécurité publique et de gouvernance, alors que les cartels rivalisent pour le contrôle des routes migratoires, notamment dans les États stratégiques de Chihuahua, Sonora et Tamaulipas.

Sectoriel

Le Mexique impose des droits de douane pour protéger son industrie textile.

Lors de sa conférence matinale au Palais National le 19 décembre dernier, la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a annoncé un décret visant à renforcer la compétitivité de l'industrie textile nationale, un secteur clé employant environ 400 000 personnes. Ce décret instaure un droit de douane temporaire de 35 % sur 138 catégories de marchandises. Les pays partenaires du Mexique dans le cadre d'accords de libre-échange sont exemptés. Selon le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, cette mesure viserait à mettre fin aux pratiques abusives de certaines entreprises qui importent des produits textiles intermédiaires, sous prétexte de les utiliser pour l'exportation de biens finis, mais les revendent sur le marché national sans s'acquitter des taxes, créant une concurrence déloyale pour les entreprises mexicaines. Ce décret s'inscrit dans une stratégie plus large de la Quatrième Transformation pour favoriser le développement de l'industrie nationale, promouvoir des conditions de marché équitables et lutter contre la contrebande. En parallèle, des actions ont été prises pour responsabiliser les agents douaniers et accroître les recettes fiscales, qui seront allouées à des programmes sociaux et à des investissements publics. En outre, alors que cette mesure marque une étape importante pour protéger les produits mexicains, elle s'accompagne de fermetures ciblées de centres commerciaux dédiés à la distribution de marchandises manufacturées en Chine, comme Plaza Mart. Ces annonces s'inscrivent dans un climat de tensions commerciales avec les États-Unis, où les menaces tarifaires liées aux échanges avec la Chine risquent de compromettre les efforts du Mexique pour renforcer sa compétitivité.

Un peu plus d'un an après le début de ses opérations et à la suite de sa séparation avec la compagnie Transportes Aéreos Regionales, la compagnie aérienne publique mexicaine Mexicana de Aviación, dont la part de marché intérieur ne dépasse pas 1 %, a annoncé que 8 de ses 18 lignes (soit près de 50 % de ses opérations) cesseraient d'être exploitées à partir du 6 janvier. Les liaisons concernées sont celles opérant actuellement depuis l'aéroport international Felipe Ángeles (AIFA), vers les destinations suivantes : Acapulco, Campeche, Guadalajara, Ixtapa, Nuevo Laredo, Puerto Vallarta, Laredo, Uruapan et Villahermosa. Les passagers ayant réservé un vol vers ces

destinations pourront demander un remboursement ou un changement de vol. Selon la Présidente Claudia Sheinbaum, la suspension de ces lignes est liée à la révision du plan stratégique pour 2025 et ne devrait pas représenter un danger pour la compagnie aérienne. Cependant, selon les spécialistes du secteur, la fermeture de ces 8 lignes pourrait marquer le début du déclin de la compagnie Mexicana de Aviación, car l'incertitude quant au maintien des lignes d'exploitation restantes entraînerait une baisse du taux de remplissage et, par conséquent, une hausse considérable des coûts opérationnels. Par ailleurs, les spécialistes estiment également qu'une restructuration du modèle opérationnel, fondée sur un plan d'affaires solide, est indispensable.

Finances publiques

L'administration de Claudia Sheinbaum a réalisé une émission obligataire record, levant 8,5 Mds USD sur les marchés financiers mondiaux. Annoncée par le Secrétariat aux Finances et au Crédit Public (SHCP), cette opération vise à couvrir une grande partie des besoins de financement en devises étrangères pour 2025 tout en profitant de conditions de marché favorables. L'émission s'est déclinée en trois tranches :

- Une obligation à 5 ans avec un coupon de 6,0 %, pour 2 Mds USD.
- Une obligation à 12 ans avec un coupon de 6,875 %, pour 4 Mds USD.
- Une obligation à 30 ans avec un coupon de 7,375 %, pour 2,5 Mds USD.

Cette transaction aurait mobilisé 380 investisseurs provenant de toutes les régions du monde, confirmant la confiance des marchés dans la nouvelle administration. Selon le SHCP, cette opération confère au gouvernement une plus grande flexibilité pour les émissions futures tout en consolidant sa position sur les marchés internationaux. Elle s'inscrit dans une stratégie globale visant à maintenir un accès compétitif aux capitaux, en complément des émissions en euros et en yens réalisées en 2024.

L'objectif de collecte fiscale prévu dans la loi sur les recettes (*Ley de Ingresos*) 2024, d'un montant de 242,6 Mds USD, devrait être atteint d'après le directeur du Servicio de Administración Tributaria (SAT). Du 1er janvier au 23 décembre 2024, les recettes fiscales du gouvernement fédéral se sont élevées à 241,3 Mds USD, ce qui représente 99,5 % de l'objectif établi de la *Ley de Ingresos* 2024. La réalisation des objectifs de collecte est le résultat du Plan directeur de Fiscalisation et de Recouvrement, qui a notamment augmenté et concentré les contrôles fiscaux sur les grands contribuables. Le SAT a en outre gagné en efficacité de recouvrement grâce à l'utilisation de la technologie, par exemple en renforçant le contrôle des plateformes de créateurs de contenu et de fournisseurs de biens et services. La *Ley de Ingresos* 2025 prévoit une hausse de 2,8 % en termes réel de la collecte d'impôts, grâce à la simplification fiscale, à une plus grande digitalisation des autorités fiscales et à la lutte contre l'évasion. Se félicitant de l'augmentation des recettes en 2024, la Présidente Claudia

Sheinbaum a de nouveau exclu toute hausse d'impôts à court terme, en ligne avec la rhétorique de son prédécesseur.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	09/01/2025
Bourse (IPC)	1,26%	-10,84%	50 085,5 points
Change MXN/USD	0,10%	20,33%	20,42
Change MXN/EUR	-0,38%	13,46%	21,07
Prix du baril mexicain	5,54%	0,06%	68,96

Amérique centrale

Belize

Lors de son discours de vœux pour le Nouvel an, le Premier ministre, M. John Briceño, s'est félicité des « multiples victoires » remportées en 2024, avec en particulier « de meilleurs revenus, moins d'impôts, plus de sécurité, une meilleure éducation et de meilleurs soins ». Il a notamment souligné un allègement de la fiscalité avec le relèvement de tranches d'imposition sur le revenu, la suppression de droits de succession sur les biens immobiliers, des exemptions d'impôts pour les microentreprises et PME, et une exemption générale de General Sales Tax sur les biens et services (soit une baisse des prix de 12,5 %) durant deux week-ends avant les fêtes de fin d'année. Le Premier ministre a par ailleurs indiqué que « 98 % des demandeurs d'emplois se voient proposer des rémunérations satisfaisantes », et s'est félicité d'une inflation contenue à 2,1 % sur l'année, grâce notamment aux aides et subventions allouées aux

agriculteurs, boulangers et opérateurs de transport public. M. Briceño a enfin affirmé la volonté du gouvernement d'intensifier encore ses efforts pour la mise en œuvre de son Plan Bélice, et réduire encore la pauvreté, développer l'accès au logement, aux soins et à l'éducation, et améliorer les infrastructures, notamment routières.

Costa Rica

L'accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les Etats-Unis (CAFTA) entrera pleinement en vigueur en 2025, après 20 ans de réduction progressive des droits de douane. Le traité a été signé en 2004 par toutes les parties et a été ratifié par le Costa Rica en 2007 après un référendum. Des mesures de protection des marchés nationaux sont comprises dans l'accord : la progressivité de l'abaissement des droits de douanes par exemple, qui aurait permis au secteur productif de diversifier son offre. Les derniers produits dont les droits de douane devraient être supprimés sont le riz et les produits laitiers provenant des Etats-Unis. Les autorités costariciennes sont confiantes à l'idée que les accords commerciaux entre les Etats-Unis et le Costa Rica continuent de fonctionner, malgré l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration.

Les Emirats Arabes Unis et le Costa Rica ont signé un accord d'association économique et d'investissements visant l'élimination de certains obstacles au commerce et la facilitation des mouvements transfrontaliers de marchandises et de services. L'accord pourrait également permettre de renforcer la coopération bilatérale et multilatérale, et de développer des secteurs comme le numérique.

El Salvador

Accord avec le FMI sur un « programme visant à renforcer la stabilité budgétaire et externe, et à créer les conditions d'une croissance plus forte et plus inclusive ». Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé le 18 décembre être parvenu avec les autorités salvadoriennes à un accord élargi de 40 mois au titre de son Mécanisme élargi de crédit (MEDC), pour un montant de l'ordre de 1,4 Md USD. L'accord, qui devra être confirmé dans les prochaines semaines par le Conseil d'administration du FMI, doit permettre de « *soutenir la balance des paiements et appuyer les réformes économiques menées par le gouvernement* », et « *pourrait ouvrir la voie à un soutien financier supplémentaire de la part de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de Développement et d'autres banques régionales, pour un montant total de 3,5 Mds USD* ». Sur le plan budgétaire, le programme prévoit notamment une amélioration du solde primaire sous-jacent de 3,5 points de PIB sur 3 ans et une réduction de la dette publique (qui aurait atteint 85 % du PIB en 2024), grâce en particulier à la

réduction de la masse salariale et des dépenses publiques. Le programme vise par ailleurs « *l'amélioration du climat des affaires et de la résilience de l'économie* », « *l'accroissement de la transparence budgétaire* », « *la mise en place d'un cadre solide de lutte contre la corruption* » et « *l'amélioration des dispositifs de lutte contre le blanchiment* ». Enfin, les risques liés au bitcoin seront réduits, le recours y devenant facultatif pour les acteurs privés, et le secteur public devant limiter ses activités dans les cryptomonnaies (avec notamment l'abandon de sa participation du portefeuille Chivo).

Suite à l'annonce de cet accord, Fitch Ratings a relevé le 7 janvier la note souveraine à long terme du Salvador de CCC+ à B-, assortie d'une perspective stable, anticipant une « *réduction des besoins de financement* » grâce aux « *mesures d'assainissement budgétaires envisagées* », qui s'ajoutent « *à la réduction de l'encours de la dette de court terme détenue par les banques nationales et aux opérations de rachat de la dette extérieure menées l'année dernière* ». Fitch prévoit pour 2025 une croissance de 2,3 %, après 1,9 % en 2024. Le président Bukele a, sur X, salué l'annonce de Fitch en ces termes : « *Hooah !* ».

Guatemala

Le Guatemala aurait clôturé l'année 2024 avec un taux d'inflation cumulé de 1,7 %, le plus bas depuis 2010. Cependant, les analystes remettent en question la méthodologie de l'Institut National de Statistiques (INE), soulignant qu'elle ne reflète pas la réalité économique expérimentée par les ménages. Par région, Alta Verapaz aurait enregistré l'inflation la plus élevée (3,01 %), tandis que Chiquimula et Izabal auraient enregistré la plus faible (0,65 %). Le coût du panier alimentaire de base aurait augmenté de 6 % sur l'année dans les zones urbaines et de 6,9 % dans les zones rurales.

Le président Bernardo Arévalo a annoncé une augmentation de 6 à 10 % du salaire minimum à compter du 1er janvier. La hausse a été fixée à 10 % pour l'ensemble des salariés des secteurs agricoles et non agricoles, mais limitée à 6 % dans les secteurs liés à l'exportation, afin d'améliorer le pouvoir d'achat et stimuler la consommation intérieure, tout en préservant la compétitivité du pays. Les syndicats saluent cette décision, soulignant l'importance d'un alignement sur le coût du panier alimentaire de base et d'un contrôle des prix. À l'inverse, les représentants du secteur privé, notamment le CACIF, la CIG et AGEXPORT, craignent une hausse de l'informalité, des pressions inflationnistes et une détérioration de la compétitivité, en particulier des PME et du secteur exportateur.

Les règlements sur la gestion des déchets solides entreront en vigueur en février 2025. Le ministère de l'Environnement a affirmé que la mise en œuvre de deux règlements sur la gestion des déchets solides ne serait pas reportée.

Face aux exigences de mise en place d'un tri des déchets et de construction d'usines de traitement, les municipalités invoquent leur manque de ressources financières et humaines. Malgré un recours légal déposé par l'Association nationale des municipalités (ANAM), le ministère considère que le tri est essentiel pour réduire la pollution, encourager le recyclage et désengorger les décharges, et a réaffirmé sa disposition à appuyer les gouvernements locaux dans leurs démarches pour se conformer aux réglementations.

Honduras

Les exportations de crevettes du Honduras auraient enregistré une baisse de 36,7 M USD (13,8%) en 2024. Le volume exporté aurait diminué de 19 %, soit plus de 6 800 tonnes, en particulier en raison de difficultés d'accès aux marchés taiwanais et mexicain, selon un rapport de l'Association nationale des Aquiculteurs du Honduras (Andah). Les acheteurs taiwanais ont ainsi réduit les importations de crevettes de 61,5 % après la suspension des relations diplomatiques par le gouvernement hondurien, ainsi que l'accord commercial entre les deux nations. Les ventes au Mexique ont pour leur part baissé de 25 % en raison de suspensions d'importations de crevettes centroaméricaines en février 2024. Les volumes exportés vers l'Union européenne se sont en revanche accrus de 26,9 %.

Le Honduras aurait clôturé l'année 2024 avec une inflation cumulée à 3,88 %. La variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC), à la clôture de 2024, s'est établie à 3,88 %, soit 1,31 pp de moins que celle observée fin 2023 (5,19 %) et la plus faible des huit dernières années, selon la Banque centrale du Honduras (BCH). La BCH note également que les subventions du gouvernement sur le carburant et l'électricité ont réduit l'inflation d'environ 0,53 pp.

Nicaragua

La Banque centrale du Nicaragua (BCN) annonce une croissance de 3,8 % sur les 9 premiers mois de 2024, et de 4,2 % sur 12 mois à septembre. La BCN indique que la croissance au troisième trimestre a été de 1,9 % en variation annuelle, et particulièrement soutenue dans les secteurs de la construction (+16,2 %), de la pêche et de l'aquaculture (+6,9 %), des services financiers (+6,7 %), de l'hôtellerie et de la restauration (+5,3 %) et des transports (+4,3 %). La BCN prévoit pour 2025 une croissance de 3,5 % à 4,5 %, et une inflation comprise entre 3 % et 4 %.

Selon la BCN, les envois de fonds (remesas) dépasseront 5 Mds USD en 2024, enregistrant une croissance de plus de 10 % par rapport aux 4,6 Mds USD enregistrés en 2023. Ces transferts financeraient 35 % de la consommation

privée dans le pays, et plus d'un million de ménages en bénéficieraient directement (le pays comptant 7 millions d'habitants environ), contre 600 000 en 2018.

Le président Ortega a, le 24 décembre, transmis à l'Assemblée nationale un projet de loi portant sur une réforme de la supervision du système monétaire et financier. Le projet prévoit de placer la Banque centrale du Nicaragua (BCN) et la Surintendance des banques et autres institutions financières sous la direction d'un conseil d'administration commun, qui sera présidé par le président de la BCN, M. Leonardo Ovidio Reyes, dont le pouvoir de contrôle de la politique fiscale et monétaire se trouvera largement renforcé.

Panama

Le nouveau Président élu des Etats-Unis a menacé à plusieurs reprises de reprendre le contrôle du canal de Panama, arguant que la restitution totale de celui-ci en 1999 après les accords Torillos-Carter en 1977 avait été une erreur pour les Etats-Unis. Donald Trump accuse le Panama de facturer des droits de passage « exorbitants » aux navires américains, principal utilisateur du canal (74,7 % du total des marchandises transitant par cette voie) et considère qu'il est à présent aux mains de la Chine, deuxième utilisateur du canal (21,4 %). Le Président élu n'a pas écarté de recourir à des mesures militaires ou économiques pour replacer le canal de Panama sous contrôle américain. Le Président Mulino, ainsi que toute la classe politique a rappelé la souveraineté du Panama sur le canal.

Le Canal de Panama a fêté, le 31 décembre, les 25 ans de sa rétrocession par les Etats-Unis. A cette occasion il a été rappelé qu'en plus des contributions directes au budget de l'État (2,47 Mds USD en 2024 sur des recettes totales de 4,99 Mds USD, un record), qui auraient financé des programmes sociaux et d'infrastructures publiques, le Canal aurait favorisé des retombées économiques conséquentes et le développement d'un secteur logistique robuste (4 à 5 % du trafic maritime mondial passerait par cette voie ; le Canal contribuerait directement au PIB du pays à hauteur de 6 à 8%). Durant les 24 années qui suivirent la restitution du canal au Panama par les Etats-Unis en 1999, l'Autorité du Canal de Panama (ACP) aurait contribué à hauteur d'au moins 28,2 Mds USD aux recettes de l'État panaméen. L'infrastructure constitue un enjeu majeur non seulement pour la logistique, mais aussi pour la sécurité en eau de sa population. Actuellement, la moitié des habitants du pays dépendrait de l'eau des lacs Gatun et Alajuela, des réservoirs qui fournissent également l'eau nécessaire aux écluses du canal. Cet équilibre entre la consommation humaine et l'exploitation du canal serait devenu de plus en plus difficile en raison des effets du dérèglement climatique et des sécheresses récurrentes.

Le gouvernement panaméen a dévoilé son plan stratégique 2025-2029, qui fixe les grandes priorités nationales pour les cinq prochaines années, soutenues par 30 Mds USD d'investissements publics. Ce plan s'articule autour de quatre axes principaux : la stimulation de l'économie, l'inclusion sociale, le renforcement des institutions et la durabilité environnementale. Parmi les projets phares figurent de nombreuses infrastructures, notamment le train Panama-David, le téléphérique de San Miguelito (dont la phase de préqualification pour l'appel d'offres vient d'être lancée), le quatrième pont sur le Canal, les projets liés au Rio Indio et la réhabilitation du réseau routier national. Il comprend la réactivation du Comité interministériel « logistique », signe de la volonté du gouvernement panaméen de renforcer l'importance du Panama comme hub logistique. D'après la Présidence de la République, ce plan devrait avoir un impact significatif sur divers secteurs clés tel que la logistique, mais aussi l'agriculture, l'éducation, la santé, le tourisme et l'industrie. Il s'inscrit dans une démarche de rigueur budgétaire, visant à réduire le déficit public des 3,9 % en prévu pour 2025, à 2 % d'ici 2029.

Le métro de Panama a lancé l'appel à préqualification internationale des entreprises intéressées à participer à l'appel d'offres pour la construction du téléphérique dans le quartier de San Miguelito. Le projet consiste en la construction de six stations situées dans différentes parties du quartier de San Miguelito, formant un parcours d'une longueur de 6,6 kilomètres qui devrait être relié aux lignes 1 et 2 du métro. Le groupement lauréat devrait financer et présenter la conception et l'étude, et réaliser les travaux de génie civil, fournir les équipements, les mettre en service, les exploiter et les entretenir. Pour le moment, le coût estimé du projet n'est pas connu, car il devrait dépendre du nombre de stations et de la distance que les cabines parcourront. Cependant, les travaux / investissements pourraient coûter entre 120 et 200 M USD.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Selon le premier ministre du pays, l'année 2024 aurait été remarquable pour Antigua-et-Barbuda, avec une croissance économique qui aurait atteint 6 %. Le Premier ministre souligne que les conditions de vie de sa population se seraient améliorées et que le pays aurait enregistré d'excellentes performances dans différents secteurs comme le tourisme, la construction et l'agriculture. En effet, le secteur touristique aurait accueilli 1,1 million de visiteurs, dépassant le record précédemment établi en 2019, avec une clientèle aisée positionnant le pays comme une destination de luxe. Ces résultats auraient engendré une augmentation de 42 % des recettes fiscales en 2024 selon le ministère des Finances.

Cuba

Bilan de l'économie cubaine en 2024 : des exportations insuffisantes et une baisse de la production nationale. La 4^{ème} session ordinaire de la 10^{ème} législature de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP), qui a eu lieu le 18 et le 19 décembre 2024, a été l'occasion de faire le bilan de la situation économique du pays. Le ministre de l'Economie, Joaquin Alonso, a indiqué que l'économie cubaine reste confrontée à un « scénario complexe » en raison notamment des recettes insuffisantes, du niveau élevé d'endettement et des restrictions financières. Cette année, le pays a particulièrement souffert du passage de deux événements météorologiques d'ampleur, suivi d'un séisme avec un fort impact sur le plan économique et social. Concernant les activités de commerce extérieur, le ministre a indiqué que les objectifs de revenus des exportations n'ont pas été atteints, ce qui représente une diminution de 900 M USD par rapport au chiffre prévu. Au niveau sectoriel, la production de biens s'est également contractée, notamment les produits agricoles, le ciment et le bois. La récolte de sucre, dont les résultats n'ont jamais été communiqués, n'a pas non plus atteint les objectifs escomptés. Les importations, quant à elles, se sont concentrées sur les produits alimentaires, le combustible et l'achat de médicaments et de fournitures médicales, pour atteindre 82 % du plan fixé. Dans le secteur de l'énergie, le ministre a souligné l'impact négatif du déficit de production électrique, qui s'est maintenu tout au long de l'année. Concernant l'inflation, Joaquin Alonso a confirmé une légère décélération par rapport à l'année 2023, se situant, fin octobre, à 28 %. Par ailleurs, 2024 a été caractérisée par une réduction significative du déficit budgétaire. Contre plus de 147 Mds de pesos cubains initialement prévus, le déficit a finalement atteint 90 Mds de pesos cubains, soit une diminution de 39 % (57 Mds de pesos). Pour 2025, les autorités cubaines ont indiqué un objectif de croissance du PIB de 1 %. Trois priorités ont été définies pour l'année à venir : augmenter le contrôle fiscal dans le secteur privé visant à réduire l'évasion, augmenter la production nationale et accroître les revenus en devises. Sur ce dernier point, le Premier Ministre, Manuel Marrero, a annoncé la dollarisation partielle de quelques secteurs et la mise en place d'un régime de taux de change flexible.

Dominique

La Banque de développement des Caraïbes a accordé un prêt de 34,8 M USD à la Geothermal Power Company of Dominica, pour la construction d'une centrale électrique d'une capacité de 10 MW. Le projet viserait à renforcer la sécurité énergétique de la Dominique, réduire les coûts d'électricité et diminuer les émissions de carbone du secteur. Pour rappel, la Dominique dépendrait à 90 % de l'importation de son énergie, principalement des énergies fossiles. Des estimations suggèrent que le potentiel géothermique de l'île est 50 fois plus élevé que la demande quand elle est à son pic, soit 18 MW.

Haïti

En 3 ans, le secteur manufacturier du vêtement, qui employait en Haïti 62 000 travailleurs en décembre 2021, aurait perdu plus de 40 000 travailleurs selon l'ancien Président de l'Association des industries d'Haïti. Les causes en sont la crise sécuritaire ainsi que l'incertitude du renouvellement des préférences commerciales de la loi HOPE (*Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement*) et de son programme complémentaire HELP (*Haiti Economic Lift Program*) qui donne à certains vêtements un accès en franchise de droits sur le marché américain et qui doit expirer en septembre 2025. Le parc industriel CODEVI, qui compte 11 entreprises, a actuellement 15 000 employés. Il en a perdu environ 6 000 depuis le début de la crise et pourrait en perdre 6 000 autres si la loi HOPE/HELP n'est pas prolongée.

République Dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a récemment réduit son taux de politique monétaire de 25 pdb, de 6 % à 5,75 %. De même, le taux de la facilité d'expansion permanente des liquidités (Repo à 1 jour) a été réduit de 6,50 % à 6,25 % par an, alors que le taux des dépôts rémunérés (Overnight) a été maintenu à 4,50 % par an. Pour prendre cette décision, la BCRD a considéré la baisse récente des taux d'intérêt dans la plupart des économies avancées ainsi que l'évolution de l'inflation locale qui s'est maintenue dans la partie basse de la fourchette-cible de 4.0 % \pm 1.0 % (l'inflation interannuelle a été de 3,35 % en décembre 2024, meilleur résultat des 6 dernières années). Le taux d'intérêt de référence a ainsi cumulé une baisse de 275 points de base depuis mai 2023.

Trinité-et-Tobago

Perenco T&T Ltd a finalisé son acquisition des champs de gaz offshore et des installations de production associées auprès de BP Trinidad and Tobago (bpTT). Cette acquisition, qui inclut les champs gaziers Cashima, Amherstia, Flamboyant et Immortelle, (l'ensemble de l'actif est désigné sous le nom «CAFI»), marque une expansion significative des opérations de Perenco T&T et devrait renforcer sa position en tant que producteur majeur de gaz naturel à Trinité-et-Tobago. Selon le directeur général de l'entreprise, cette dernière transaction constitue un jalon important qui renforce le partenariat de l'entreprise avec bpTT et le gouvernement, tout en contribuant au développement économique et social du pays. Perenco T&T produit des hydrocarbures à Trinité-et-Tobago depuis 2016, date à laquelle elle a repris l'exploitation des champs de Teak, Samaan et Poui (TSP), auparavant détenus par Repsol et situés au large de la côte sud-est de Trinité-et-Tobago.

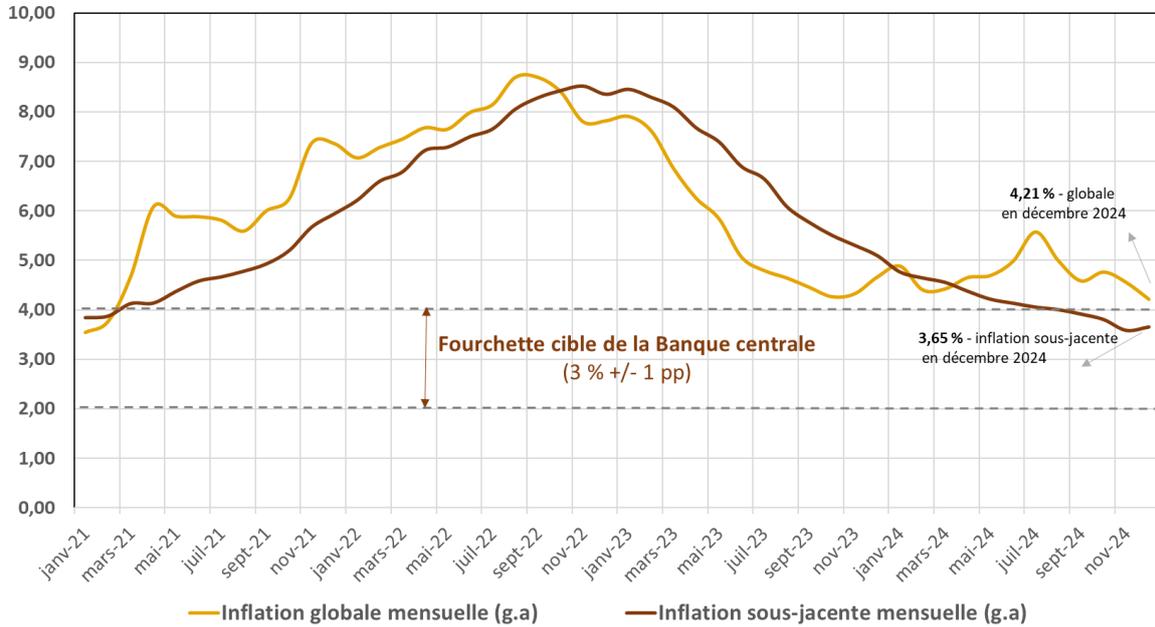
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,00%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

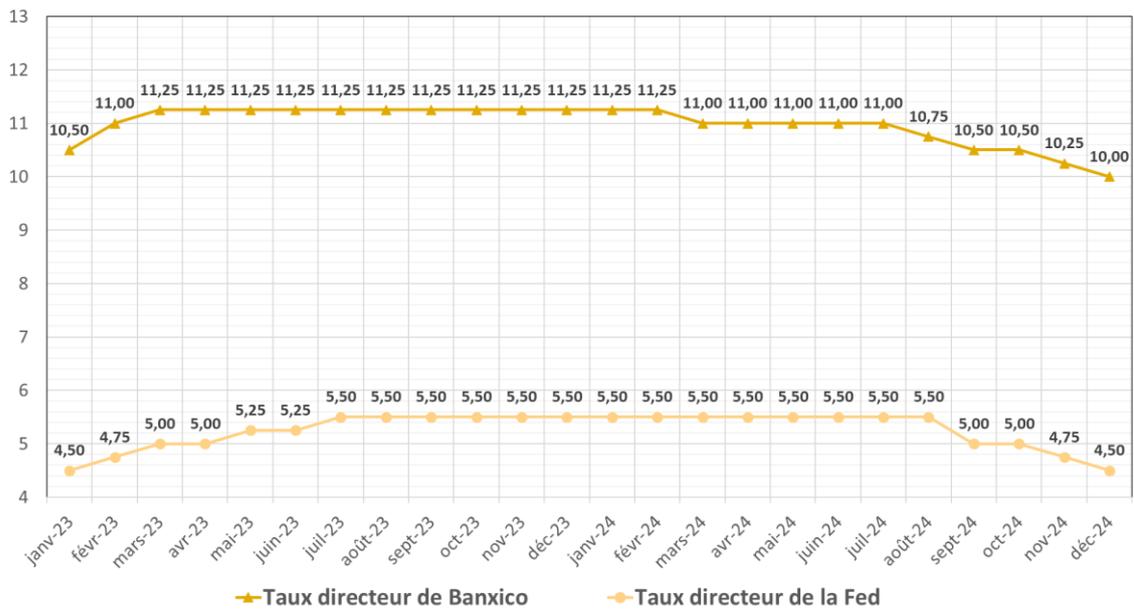
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

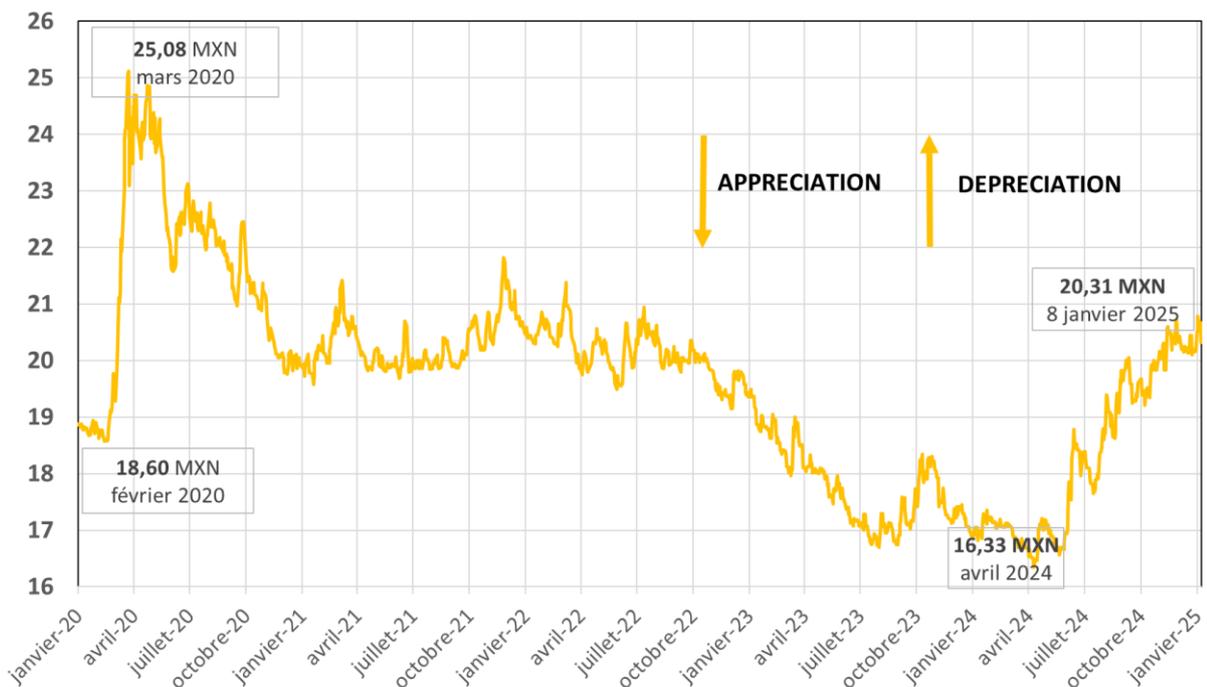


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

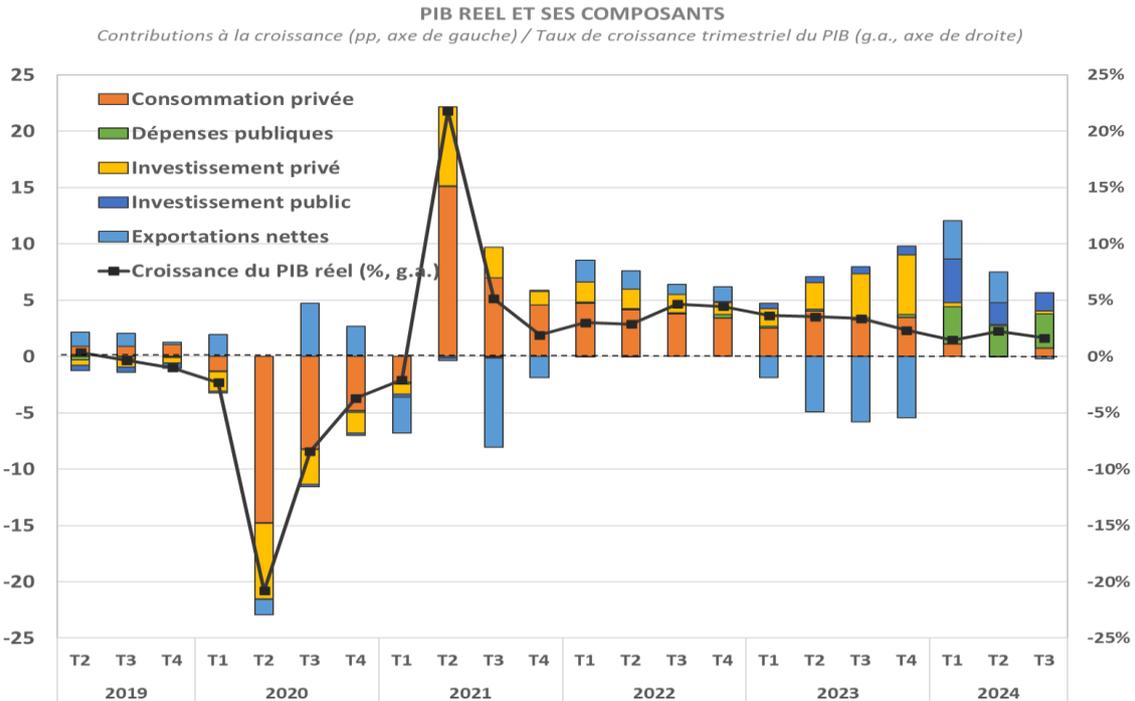
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

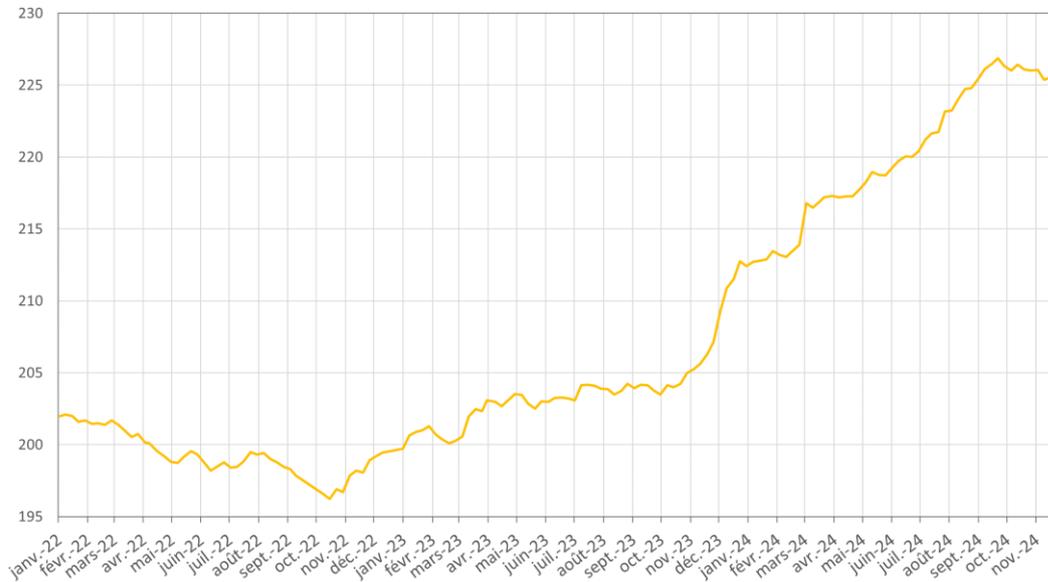


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr